

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
65 Boulevard François Mitterrand
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 13/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



VALTOM

1 chemin des Domaines de Beaulieu
63000 CLERMONT FERRAND

Références : 20221013-RAP-63-1159-Inspection-ISDND-SaintSauves.odt
Code AIOT : 0005601647

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement VALTOM implanté Lieu-dit Les Balusseaux 63950 ST SAUVES D AUVERGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM
- Lieu-dit Les Balusseaux 63950 ST SAUVES D AUVERGNE
- Code AIOT : 0005601647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

L'ISDND de Saint-Sauves et Saint-Sulpice est exploitée par le SMCTOM de la Haute Dordogne pour le compte du VALTOM, titulaire de l'autorisation. L'exploitation est régie par l'arrêté préfectoral n°20211461 du 22 juillet 2021.

Le casier en cours d'exploitation est le casier 3.

L'exploitation du site est déléguée par le VALTOM au SMCTOM via une convention d'exploitation. Le SMCTOM représente 16 000 hab avec des augmentations significatives de la population en périodes touristiques. Il couvre 35 communes et 3 communautés de communes toutes comprise dans le Puy-de-Dôme. Il assure la collecte, le regroupement des déchets (réalisé sur l'ISDND de Saint-Sauves)

puis le transport jusqu'à VERNEA pour les OMR et PAPREC au Brezet pour la collecte des déchets triés. Il dispose de 4 déchetteries plus une non-classée sur le site de Saint-Sauves.

La fermeture de l'ISDND de Saint-Sauves est prévue à compter de janvier 2023, avec maintien du casier amiante. La délibération de l'Assemblée Générale du VALTOM rendant cette décision officielle aura lieu en décembre 2022.

Une étude menée par le VALTOM et le SMCTOM a été lancée afin de reconverter le site. Il pourrait notamment accueillir une plate-forme de gestion des gravats et des encombrants ainsi qu'une déchèterie plus importante que celle actuellement présente sur site :

- les bennes de gravat seront contrôlées sur site avant envoi vers un site COLAS dans le Cantal. Si présence d'amiante, les opérateurs, formés SS4, seront en capacité de reconditionner les déchets avant stockage dans le casier sur site ;

- les encombrants seront massifiés sur site puis dirigés vers VERNEA par le SMCTOM.

La restitution de l'étude est prévue courant octobre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions de l'élimination en ISDND (articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement - identification des éventuels points de blocage dans le cadre de la période de tolérance),
- Contrôles à l'admission des déchets (articles 28, 30 et 32 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016),
- Casier amiante (article 43 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016),
- Surveillance des rejets à l'atmosphère (article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021),
- Rejets des eaux de ruissellement et en lixiviats traités (articles 4.3.9.1, 4.3.9.2, 10.2.2.1 et 10.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021),
- Qualité du biogaz et émissions diffuses (articles 10.2.1.1 et 10.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021),
- Moyens de lutte contre l'incendie (article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021),
- Les suites données aux autres constats relevés lors de l'inspection précédente du 26 juillet 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 28	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.2.5	/	Sans objet
14	Biogaz	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.1.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
3	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
4	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.2.5	/	Sans objet
6	Casier amiante	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43	/	Sans objet
7	Surveillance des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 3.2.2	/	Sans objet
11	Traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.3.9.1 et 10.2.2.2	/	Sans objet
12	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.3.9.2 et 10.2.2.1	/	Sans objet
13	Biogaz	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	PAC relatif au traitement des lixiviats produit par l'ISDND de La Taupe	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 1.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les procédures d'acceptation des déchets doivent encore être renforcées, notamment en ce qui concerne les fiches d'information préalables (à établir systématiquement et à vérifier notamment au niveau de la cohérence des codes déchets).

La fermeture programmée de l'ISDND pourrait cependant rendre sans objet une partie des constats en lien avec la procédure d'acceptation et de contrôle des déchets sur site.

En tout état de cause, le passage en post exploitation du site impliquera, entre autres, de poursuivre le suivi de la production de lixiviats (dispositif de suivi des volumes de lixiviats dans les casiers) et du biogaz (reprise de l'étanchéité des puits 4 et 6).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en œuvre effective du contrôle visuel des déchets réceptionnés en ISDND.
Constats : Cf. questionnaire en annexe du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception des rapports annuels de caractérisation des producteurs de déchets par l'exploitant de l'ISDND. Vérification du contenu des rapports de caractérisation.
Constats : Cf. questionnaire en annexe du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception par les exploitants d'ISDND et d'incinérateur (éliminant des DND) des justificatifs attestant du respect des obligations de tri par les producteurs de déchets.
Constats : Cf. questionnaire en annexe du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice avec le SDIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau incendie de 150 m³ reliée au réseau d'eau potable alimente une borne incendie capable de fournir un débit de 120 m³ sur 2 heures • un bassin de 2 500 m³ avec un volume disponible de 200 m³, accessible en toute circonstance aux véhicules des services d'incendie et de secours et équipés d'un branchement gravitaire, utilisable par les pompiers en toute période de l'année. Une signalisation sera mise en place à cet effet. • (...) • une réserve de 2 500 m³ de matériaux terrigènes à proximité de la zone d'exploitation. • (...). »
<p>Constats : Lors de la précédente inspection, les constats suivants ont été formulés :</p> <p>1) Installer une réserve de 2 500 m³ de matériaux terrigènes à proximité de la zone d'exploitation : un stock d'environ 2 500 m³ utilisable en cas d'incendie a été constitué à proximité du stock de matériaux de recouvrement et de la zone d'exploitation.</p> <p>2) Confirmer que la borne incendie du site est capable de fournir un débit de 120 m³ sur 2 heures : la borne incendie à l'entrée du site a fait l'objet d'un contrôle le 16 août 2021. Le débit relevé est de 52 m³/h, soit environ 100 m³ sur 2h. Le contrôle ne relève pas de non-conformité particulière. Dans le cadre de la reconversion du site, un nouveau calcul des besoins en capacité d'extinction va être conduit.</p> <p>3) Rédiger une procédure écrite relative à l'utilisation des vannes de vidage du bassin des eaux de ruissellement laquelle devra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - définir un niveau minimum (réserve de 200 m³) et un niveau maximal (capable de recevoir une pluie décennale sur 24h) à prendre en considération pour les consignes de gestion du bassin. - décrire les actions permettant de confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être émises sur le site lors d'un incendie et prévoir un test au moins annuellement. <p>La procédure de gestion des eaux de ruissellement doit faire l'objet d'une concertation avec les services de lutte contre l'incendie lors du test à réaliser sur site (non réalisé à ce jour du fait du manque de disponibilité des casernes de pompiers locales).</p> <p>La vidange du bassin permet en tout état de cause de maintenir le bassin à 200m³ mais ce niveau est sujet à l'évaporation notamment en période estivale.</p> <p>La réserve de 200m³ était largement assurée le jour de l'inspection.</p>
<p>Observations : Les capacités en eaux d'extinction devront être mises en adéquation avec les besoins calculés selon les règles APSAD pour la future configuration du site.</p> <p>De même ces besoins devront être localisés à proximité des zones d'activités du site dans sa configuration future.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice avec le SDIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">• une réserve d'eau incendie de 150 m³ reliée au réseau d'eau potable alimente une borne incendie capable de fournir un débit de 120 m³ sur 2 heures.• un bassin de 2 500 m³ avec un volume disponible de 200 m³, accessible en toute circonstance aux véhicules des services d'incendie et de secours et équipés d'un branchement gravitaire, utilisable par les pompiers en toute période de l'année. Une signalisation sera mise en place à cet effet.
Constats : L'exercice est en attente de la disponibilité des pompiers locaux. A noter que la caserne affectée au site n'est pas clairement définie à ce jour ce qui complique les échanges.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Casier amiante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Recouvrement des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régalage à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.
Constats : Pour adapter au mieux le protocole de recouvrement, les flancs des déchets sont désormais recouverts en cas d'apports non réguliers. La consigne générale est de recouvrir la longueur dès que celle-ci est complète. Si cela prend plus de 15 jours, le recouvrement de toute la ligne est systématiquement effectué. L'exploitant dispose désormais d'une meilleure planification des apports ce qui lui permet de mieux organiser les recouvrements. Les apports ont été réorganisés selon les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- apports des particuliers les mercredi après-midi sur RDV ;- apports des professionnels sur RDV suivis d'une opération de recouvrement ;- apports de la collecte du VALTOM programmés et sur RDV suivis d'une opération de recouvrement. Les recouvrements font l'objet d'un registre dédié, équivalent à celui du casier de stockage des déchets non dangereux. Le registre consulté le jour de l'inspection fait état de 436,5 m ³ apportés en 32 opérations de recouvrement depuis le début de l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fonctionnement de la torchère

<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le temps de fonctionnement, et le débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O₂)</p> <p>Les gaz de combustion de la torchère doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.</p> <p>Les résultats de mesure sont rapportés aux conditions normales de température et de pression ; température de 273 Kelvin pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.</p> <p>Les rejets atmosphériques de la torchère doivent respecter les seuils suivants : • CO < 150 mg/Nm³ • SO₂ < 300 mg/Nm³, si flux supérieur à 25kg/h</p>
<p>Constats : La torchère du site fait l'objet de réglages importants depuis l'extension du réseau de captage en 2019 afin de trouver un fonctionnement adapté aux particularités du site (volume et qualité du biogaz). En juillet 2020, une horloge a été installée afin de faciliter le fonctionnement cyclique de la torchère. Malgré ces réglages et les modifications apportées, les relevées de températures montraient des valeurs de combustion inférieures à 900°C.</p> <p>Depuis l'installation de l'horloge, les techniciens EIRA en charge du réglage du réseau biogaz et de la torchère, poursuivent les réglages afin de déterminer la plage de fonctionnement la plus adaptée. Ces réglages restent sensibles et sont liés à de nombreux facteurs : état du réseau qui évolue dans le temps, dégazage variable du massif de déchet, conditions météorologiques et de pression atmosphériques... Pour les sites comme Saint- Sauves, avec une faible production de biogaz, la torchère est d'autant plus sensible car les variations liées aux facteurs externes ont un impact immédiat sur son fonctionnement.</p> <p>La torchère est équipée de différentes sécurités qui régissent son fonctionnement, mais il n'y a pas d'arrêt en cas de température inférieure à 900 °C. La température de combustion est liée au débit entrant et à la qualité du biogaz (teneur en méthane notamment), lorsqu'un des deux paramètres est à la baisse, le fonctionnement de la torchère n'est plus optimal et la température de combustion s'abaisse.</p> <p>Sur le site de Saint-Sauves, le but a donc été de trouver la plage de fonctionnement idéale permettant à la fois de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - garantir le torchage du biogaz du site sans émission directe dans l'atmosphère. La torchère doit donc fonctionner lorsque le réseau de captage est remonté en charge ; - garantir une température de combustion supérieure à 900 °C en arrêtant la torchère lorsque la qualité du biogaz ou le débit de biogaz n'est plus suffisant pour assurer une combustion correcte. <p>Les relevés des agents d'exploitations ont été transmis à la société EIRA afin d'adapter les horaires de fonctionnement de la torchère. Le passage de l'opérateur qui procède au relevé a par ailleurs été adapté pour qu'il relève la T°C au moment des plages de fonctionnement de la torchère (ce qui n'était pas le cas auparavant). La plage horaire a été modifiée en novembre 2021 et réduite à 5h l'après midi. Les relevés ont lieu quotidiennement à 16H30.</p> <p>A la demande de la DREAL, la plage horaire de la torchère a été adaptée durant l'inspection (12h00 - 17h00) pour que le relevé de l'opérateur intervienne en fin de cycle de fonctionnement (dans les conditions de fin de cycle) afin de s'assurer que le fonctionnement de la torchère reste optimale tout au long du cycle.</p> <p>Le registre des relevés journaliers 2022 a été consulté : la température maximale relevée est de 1078°C et la minimale de 914°C.</p> <p>Le dernier compte-rendu d'intervention de la société EIRA, daté d'août 2022, a été présenté. Celui-ci indique que le débitmètre est à surveiller.</p> <p>Les mesures réalisées par l'APAVE en octobre 2021 montre le respect des VLE pour les rejets</p>

atmosphériques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Recueil des fiches d'information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable définie au présent article ainsi qu'à la production de l'attestation du producteur telle que définie à l'article précédent. Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet.</p> <p>Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant.</p> <p>L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie au point 1 de l'annexe III. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection précédente, il avait été demandé de tenir à jour le recueil des fiches d'information préalable et vérifier que celles-ci comportent toutes les informations requises par l'article 28 de l'AM du 15/02/2016.</p> <p>Le SMCTOM et le VALTOM ont mis en place un fonctionnement différent. La FIP et la convention sont désormais vérifiées systématiquement par le VALTOM pour s'assurer de leur conformité.</p> <p>Lors de l'inspection, 3 FIP ont été sélectionnés par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - apports provenant des déchèteries du SMCTOM - pas de FIP établie pour ces apports ; - apports d'Auvergne Debarras - FIP en cours de validité. Toutefois, le code déchets figurant sur les FIP est différent de celui saisi dans le registre des entrées ; - apports de la mairie du Mont-Dore - 2 FIP établies pour des codes déchets distincts. Elles sont en cours de validité. Deux apports ont été pris par sondage (le 28/03 et le 30/06/22) et les codes déchets correspondent à ceux figurant aux FIP. <p>Malgré les actions mises en oeuvre par le VALTOM, des irrégularités sont toujours constatées dans l'élaboration des FIP et doivent faire l'objet d'actions correctives dans un délai maximum d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles à réception
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité ; - vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ; - réalise une pesée ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement. Pour certains déchets, ces contrôles sont pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets, selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection de juillet 2021, il a été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifier la présence d'une FIP lors de l'arrivée des déchets sur le site conformément à l'article 30 de l'AM du 15/02/2016 ; - réaliser systématiquement un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement conformément à l'article 30 de l'AM du 15/02/2016 ; <p>Le contrôle visuel des camions se fait via la caméra qui filme le haut des bennes lors de leur arrivée sur site. Un contrôle visuel au déchargement est réalisé lorsqu'une anomalie est détectée.</p> <p>Comme cela a été montré précédemment, certains apports ne font pas l'objet de FIP.</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre en place, dans un délai n'excédant pas 3 mois un dispositif permettant de s'assurer de la présence d'une FIP quel que soit l'origine de l'apport.</p>
<p>Observations : Dans l'attente de la mise en conformité du site ou de l'arrêt d'exploitation de l'ISDND, réaliser au moins un contrôle visuel par jour de la zone d'exploitation pour s'assurer de l'absence d'anomalies liées aux apports survenus dans la journée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Registres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité). En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets : - le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ; - la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
Constats : Le registre des refus a été mis en place. En revanche, le registre des admissions ne comporte pas l'information quand à la réalisation du contrôle visuel. Le registre des admissions doit être complété pour tenir compte de l'ensemble des informations requises à l'article 32 de l'AM du 15 février 2016 dans un délai maximum de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.3.9.1 et 10.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir le 4.3.9.1 pour les VL et 10.2.2.2 pour les périodicités de suivi
Constats : Les rapports émis par la société CARSO en mars et juin 2022 ne montrent pas de dépassements des VLE fixées à l'article 4.3.9.1 de l'AP du 22 juillet 2021. Les derniers prélèvements ont été réalisés en septembre mais le VALTOM ne dispose pas encore des résultats. Les fréquences prévues par l'article 10.2.2.2 sont respectées. A noter que les cyanures libres et les fluorures devront faire l'objet d'une analyse d'ici la fin de l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.3.9.2 et 10.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Voir le 4.3.9.2 pour les VL</p> <p>En complément des dispositions de l'article 4.3.8.1, l'ensemble des paramètres fixés à l'article 4.3.9.2 sont analysés chaque semestre, ainsi que le pH et la conductivité. Les paramètres Cu et Zn seront analysés chaque trimestre. Leur volume est également déterminé au minimum une fois par semestre.</p> <p>Constats : Les rapports émis par la société CARSO en mars et juin 2022 ne montrent pas de dépassements des VLE fixées à l'article 4.3.9.2 de l'AP du 22 juillet 2021. Les derniers prélèvements ont été réalisés en septembre mais le VALTOM ne dispose pas encore des résultats.</p> <p>La valeur du pH figurant sur le rapport de mars 2022 est conforme à l'AP. Cependant, le suivi de ce paramètre montre des valeurs parfois supérieures à la limite haute de 8,5. Le VALTOM doit rechercher l'origine et se positionner par rapport aux écarts constatés sur ces dépassements.</p> <p>Les fréquences prévues par l'article 10.2.2.1. sont respectées. Le Cu et le Zn sont analysés trimestriellement, les autres paramètres semestriellement.</p> <p>Observations : Le VALTOM doit rechercher l'origine du pH élevé constaté dans les eaux de ruissellement de l'ISDND de Saint-Sauves et se positionner par rapport aux écarts constatés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Composition du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant effectue un contrôle mensuel de la composition du biogaz capté sur l'installation de stockage, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O à fréquence mensuelle, et semestrielle en post exploitation.</p> <p>L'exploitant fait procéder par un organisme extérieur compétent, à un contrôle de la qualité des rejets atmosphériques de la torchère en ce qui concerne les paramètres SO₂, CO annuellement.</p> <p>Constats : Tous les paramètres à l'article 10.2.1.1. de l'arrêté préfectoral sont suivis d'après les rapports de janvier à juin 2022 consultés en séance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables dans les nouveaux casiers, l'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p> <p>Constats : La dernière campagne de mesures des émissions diffuses de biogaz a été réalisée le 10 mai 2022 par la société VALO CONSULT (rapport n°22VAL003 du 18/05/2022). Le rapport a été remis en séance.</p> <p>Celui-ci conclut que le site présente dans l'ensemble une très bonne étanchéité vis-à-vis des risques d'émissions de biogaz (valeurs relevées inférieures à 50 ppm). Aucun point d'émission diffuse sur les talus ni sur les couvertures finales n'a été mis en évidence.</p> <p>Seuls 2 points d'émission ont été relevés au niveau de la base des têtes de dégazage des puits 4 et 6 du casier 1 avec des valeurs peu élevées pour le puits 6 (540 ppm) et plus significative pour le puits 4 (9 000 ppm).</p> <p>Ces 2 puits doivent par conséquent faire l'objet de travaux de reprise d'étanchéité avant fin novembre 2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Données météorologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois : <ul style="list-style-type: none"> • le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent • la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ; • les quantités d'effluents rejetés ;
Constats : Les puits de l'ISDND de Saint-Sauves ne sont pas équipés pour permettre de contrôler la hauteur des lixiviats. Comme cela est prévu par l'article 10.2.5 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021, l'exploitant doit proposer, sous 3 mois, un dispositif permettant un suivi équivalent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : PAC relatif au traitement des lixiviats produit par l'ISDND de La Taupe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Création d'une rubrique 2791
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant de la station d'épuration de Ste Florine a indiqué au VALTOM qu'il n'était plus en mesure d'accepter les lixiviats de l'ISDND de La Taupe à Vergongheon à compter de fin octobre 2022 (1000m3/an à raison de 30m3/mois ?). Plusieurs pistes ont été étudiées mais la solution la plus immédiate serait d'acheminer ces lixiviats sur l'une des stations d'épuration qui équipe les ISDND d'Ambert, Saint-Diéry ou Saint-Sauves. Après vérification, la station de Saint-Sauves a la capacité d'accueillir les lixiviats du site de La Taupe. Cependant l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021 n'autorise pas le site à accepter des lixiviats extérieurs (pas de rubrique 2791 dans le tableau de classement des activités du site). Le PAC relatif à cette demande a été transmis par courrier du 11 octobre 2022 et va faire l'objet d'une instruction spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet